SYRIE

Bachar Al Assad poussé dans une impasse étroite

L'étau se resserre sur le régime de Damas. Deux décisions (sanctions), prises quasi simultanément, viennent accabler davantage un Bachar Al Assad plus que jamais isolé. Alors que l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a suspendu l'adhésion de la Syrie, le Conseil de sécurité de l'ONU a résolu, de son côté, de ne pas prolonger le mandat de la Misnus qui arrive à terme dimanche.

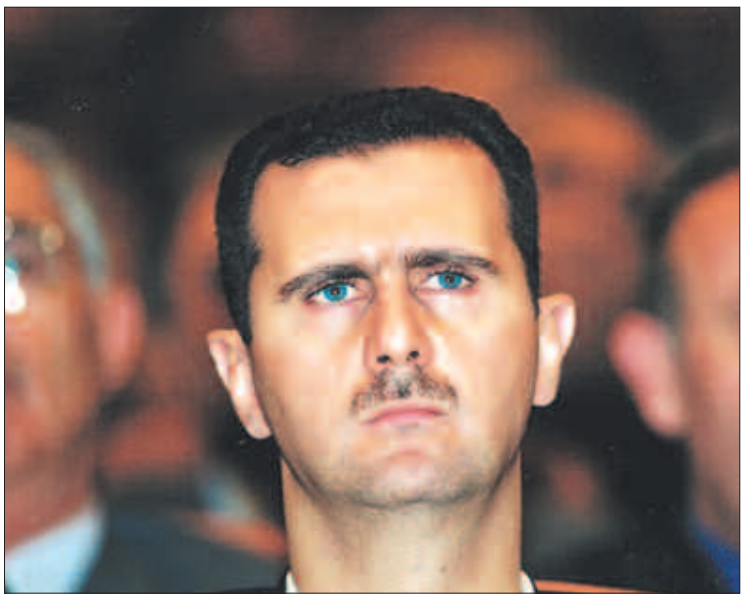

Photo : DR

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)- Jusqu'au-boutiste, Bachar Al Assad ne se rend pas à la raison. Il poursuit de livrer la guerre à son peuple. Une guerre qui a retrouvé son intensité dans la capitale Damas où rebelles et armée régulière se sont affrontés vendredi près de l'aéroport.

Le régime de Damas, qu'aucune médiation n'est arrivée à convaincre de revenir de sa folie guerrière, ne rechigne pas sur les moyens. Il maintient ses bombardements intensifs et sans discernement sur notamment Alep, la seconde ville du pays, où la résistance est plus conséquente et mieux organisée.

Le cessez-le-feu tant souhaité par les Nations unies, la Ligue arabe et toutes les organisations qui se sont senties interpellées par le conflit syrien s'éloigne de plus en plus. Un enlisement qui a poussé le Conseil de sécurité de l'ONU à ne pas proroger le mandant de la mission d'observation pour la Syrie (Misnus) mais qui a incité, quelques jours auparavant, le chef de la médiation onusienne Kofi Annan à jeter le tablier.

Le désengagement onusien de la crise syrienne n'est cependant pas total, puisque, comme solution de rechange, l'organisation internationale, appuyée par la Ligue arabe, a retenu de maintenir un bureau de liaison à Damas et d'en nommer tout de même un médiateur, en la personne de l'ancien ministre des Affaires étrangères algériennes Lakhdar Brahimi. Ce dernier, après une courte hésitation, aurait donné son aval pour tenter quelque chose dans la crise syrienne. Cela alors que l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a décidé mercredi de suspendre l'adhésion de la Syrie.

Une résolution à laquelle a travaillé ardemment l'Arabie saoudite, pays hôte du sommet de l'OCI. L'Iran, membre de l'organisation, s'est, sans surprise, opposé à cette résolution. En revanche, l'Algérie a affiché son plein soutien.

La Syrie a vite réagi à cette sanction. Le chef de la diplomatie syrienne n'a pas hésité un seul instant à accuser les États-Unis d'être derrière ce qu'il a appelé «une conspiration». La Syrie s'en est prise aussi bien à l'OCI qu'à la Ligue arabe accusées elles-mêmes de faire le jeu des Américains. Une détérioration des rapports qui ne laisse à Bachar Al Assad que de menus mais jusque-là prépondérants soutiens.

L'Iran, et le duo sino-russe qui, à deux reprises, ont agi pour faire capoter une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, laquelle pouvait ouvrir l'espace à une intervention militaire internationale. Mais à bien y voir dans les derniers développements survenus, une telle option n'est pas définitivement écartée. Les Américains ne perdent pas espoir de faire changer d'avis aux Russes.

Quant aux Français, ils axent, notamment depuis la sortie de Nicolas Sarkozy qui a reproché à son successeur à l'Elysée, François Hollande, d'être timoré dans son approche de la crise syrienne, sur une diplomatie offensive.

Laurent Fabius se trouve en tournée dans les pays voisins de la Syrie.

S. A. I.

TUNISIE

Des salafistes attaquent encore un festival, cinq blessés

Des militants islamistes fondamentalistes tunisiens, armés de sabres et de bâtons, ont attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi un festival à Bizerte (nord) faisant cinq blessés, la troisième offensive en trois jours, selon les autorités et des témoins.

«A la Maison de la jeunesse à Bizerte, environ 200 personnes affiliées au courant salafiste ont utilisé la violence pour empêcher une manifestation organisée par des associations à l'occasion de la "Journée de Jérusalem" pour dénoncer la présence de certains invités arabes», a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Le ministère précise être intervenu, dispersant les assaillants à l'aide de gaz lacrymogène et arrêtant quatre d'entre eux. Cinq personnes ont été blessées.

Ces salafistes étaient armés de sabres et de bâtons, ont dit deux des organisateurs, Khaled Boujemma et Salahedine Masri, interrogés par la radio Mosaïque.

Selon Béchir Ben Chérifia, secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, la police a attendu une heure avant d'intervenir et de disperser le groupe.

D'après ces témoins, les militants protestaient contre la présence de Samir Kantar, un militant du Front de libération de Palestine (FLP) qui a passé près de trente ans dans les prisons israéliennes avant d'être libéré en 2008 dans la cadre d'un échange avec le mouvement libanais chiite Hezbollah.

Artistes et ONG ont dénoncé la recrudescence des attaques de groupes salafistes contre des évènements culturels. Ainsi, un concert et un spectacle comique ont dû être annulés mardi et mercredi. Par ailleurs, les organisateurs de deux festivals prévus en juillet et en août ont renoncé à ces évènements après avoir été menacés par des militants radicaux.

Les artistes et des représentants de la société civile accusent le gouvernement dominé par les islamistes du parti Ennahda de manquer de fermeté, voire de complaisance envers les salafistes.

Deux journaux protestent contre un directeur nommé par le pouvoir

Les quotidiens tunisiens* Essabah *(en arabe) et* Le Temps *(en français) ont publié vendredi sur leurs unes respectives des éditoriaux vierges pour protester contre la nomination par le gouvernement d'un nouveau directeur général à la tête du groupe auquel ils appartiennent.

Un encart blanc barré du mot éditorial était publié par ces journaux dans leur édition de vendredi pour protester contre la nomination à la tête du groupe de Lotfi Touati, un ancien rédacteur en chef d'un journal concurrent.

Le Temps a publié un communiqué des deux rédactions proclamant leur «refus catégorique de cette nomination et la méthode du parachutage» par le gouvernement, dominé par les islamistes du parti Ennahda. Elles y proclament également leur «attachement à l'indépendance de la ligne éditoriale de (leur) établissement et les principes sur lesquels elle œuvre depuis plus d'un demi-siècle, ainsi qu'à la défense d'une presse libre, indépendante et pluraliste après la Révolution du 14 janvier 2011». Le groupe de presse tunisien auquel appartiennent les deux journaux est passé sous le contrôle de l'Etat après la révolution. Il était jusqu'alors sous la coupe de Sakher El Materi, gendre du président déchu Zine El Abidine Ben Ali.

Le gouvernement tunisien a été accusé à plusieurs reprises ces derniers mois de chercher à prendre le contrôle de médias publics en procédant, sans consulter les rédactions, à une série de nominations à la tête de télévisions, de radios et de journaux.

En juillet, l'Inric, l'instance chargée de la réforme des médias, s'est même sabordée pour dénoncer la «censure», accusant le pouvoir d'user d'«outils de désinformation et de censure».

DÉCÈS

Les familles CHIKHI de Aïn El Hammam, d'Alger et de Batna font part du décès de

CHIKHI Fatma épouse CHIKHI Saâdi

survenu la veille du 27e jour de ce mois de Ramadan. L'enterrement a eu lieu le 15 août 2012 au cimetière de Ben Aknoun.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

REFUGE DE JULIAN ASSANGE

Statu quo devant l'ambassade d'Equateur à Londres

Une petite poignée de militants pro-Assange, largement dépassés en nombre par les reporters et les policiers, montait la garde vendredi matin devant l'ambassade d'Equateur à Londres, où Julian Assange était toujours réfugié, dans l'attente d'une issue à la crise.

La petite rue où est située l'ambassade, au cœur du quartier chic de Knightsbridge, était calme. Les livreurs du grand magasin Harrods s'affairaient pour disposer des pots de fleurs devant le magasin sur le point d'ouvrir. La voie n'était pas bouclée et voitures et camions de livraison circulaient librement.

Une petite armée de cameramen et de photographes a pris ses quartiers sur le trottoir face à l'ambassade, certains assis sur des pliants.

Reporters et militants restent derrière des barrières métalliques, auxquelles sont accrochées des pancartes : «Nous sommes tous des Julian Assange», ou «Libérez Julian».

Une douzaine de partisans d'Assange, qui ont passé la nuit à l'abri des porches des maisons face à l'ambassade, prennent leur petit-déjeuner en gardant un œil sur l'entrée.

Une jeune femme de 26 ans, qui se fait appeler Baba Gena, défend mordicus Julian Assange. «Il n'a rien fait, les accusations (de viol et d'agression sexuelles pour lesquelles il est recherché en Suède) sont fausses», assure-t-elle.

«On sait bien que s'il est extradé en Suède, ils vont l'envoyer en Amérique», craint-elle. «Je suis là pour qu'il ait le droit de rester ici et de s'expliquer», ajoute-t-elle.

Comme beaucoup de militants stationnés devant l'ambassade, elle fait partie du mouvement «Occupy London» qui a planté ses tentes pendant 4 mois sur le parvis de la cathédrale St Paul cet hiver, en plein cœur de la City, avant d'être évacué.

Tammy, 34 ans, est aussi une ancienne d'«Occupy». «On restera là autant de temps qu'il le faudra», assure-t-elle.

Juste en face, les policiers qui montent la garde devant l'ambassade laissent entrer et sortir le personnel, placides.

L'ambassade d'Equateur n'occupe que deux étages du bâtiment massif en briques rouges, et plusieurs dizaines de policiers se relayent à l'intérieur, dans le couloir ou les étages, selon un photographe de l'AFP sur place.

Julian Assange doit, selon WikiLeaks, faire une déclaration à 13h GMT dimanche et beaucoup s'interrogent : Assange prendra-t-il le risque de sortir devant l'ambassade, où la police ne manquera pas de l'arrêter pour avoir enfreint les conditions de sa liberté surveillée ?

Il pourrait plus probablement sortir sur l'un des balcons de l'ambassade, située au premier étage du bâtiment, restant ainsi dans l'enceinte diplomatique protégée.

Le Royaume-Uni a invoqué une loi de 1987 l'autorisant à entrer dans les locaux de l'ambassade en levant son statut diplomatique, mais cette loi n'a jamais été utilisée et constituerait un «précédent dangereux», relève la BBC.